

Avenant n° 66 du 20 janvier 2021
relatif à la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)

NOR : ASET2150211M

IDCC : 1790

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNDLL ;

SNELAC ;

SLA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC ;

FS CFDT ;

UNSA spectacle et communication ;

INOVA CFE-CGC ;

CGT FCS ;

SNEPAT FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Dans un contexte de fortes mutations du marché du travail, le développement des métiers des espaces de loisirs, d'attractions et culturels et la professionnalisation des activités qui en découlent imposent le déploiement et le suivi d'une formation professionnelle adaptée.

La formation professionnelle constitue un facteur d'accompagnement de la compétitivité des entreprises et d'employabilité des salariés. Elle permet de maintenir les salariés dans leur emploi et de faire face à l'obsolescence des compétences liée à l'évolution des métiers, des modes de consommation et de communication ainsi que de l'organisation du travail. Elle vise également à faire face à la discontinuité croissante des trajectoires professionnelles et à l'accélération des mutations économiques. Enfin, elle permet d'appréhender au mieux les opportunités professionnelles offertes par le marché.

L'article 28 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel modifie les articles L. 6324-1 à L. 6324-6 du code du travail en créant le dispositif de

reconversion ou promotion par alternance (dit « Pro-A ») remplaçant le dispositif de période de professionnalisation.

En prenant en considération d'une part les attentes croisées des entreprises et des salariés, qui diffèrent selon l'organisation et la structure des emplois de chaque entreprise, et d'autre part, la saisonnalité de l'activité, il est convenu entre les parties de la conclusion d'un accord spécifique dédié au dispositif de reconversion ou de promotion par alternance (Pro-A), afin de permettre aux entreprises de la branche de répondre à leurs besoins en compétences.

Ce dispositif doit permettre aux salariés, notamment ceux dont la qualification est insuffisante au regard de l'évolution des technologies ou de l'organisation du travail, de favoriser tant leur évolution ou promotion professionnelle que leur maintien dans l'emploi. La reconversion ou la promotion par alternance vise à faciliter un changement de métier ou une promotion professionnelle, via l'obtention d'une qualification reconnue. La « Pro-A » est orientée vers les salariés en poste, notamment les jeunes, les seniors et les personnes en situation de handicap, tout en soulignant le principe d'égal accès à la formation professionnelle des salariés permanents et des salariés saisonniers. Ces derniers constituent une part importante des publics recrutés par les entreprises de la branche. À ce titre, elle s'appuie sur l'ensemble des dispositifs d'apprentissage prévus par l'accord national interprofessionnel sur la formation pour tenir compte de la diversité des apprenants.

Il s'agit également de mener une politique active de formation en alternance par l'accroissement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation et l'affirmation du rôle majeur des tuteurs. Enfin, elle permettra aux salariés de préparer leur reconversion professionnelle, soit à leur demande, soit en cas de difficultés économiques de l'entreprise.

Compte tenu de la portée de cet avenant, les partenaires sociaux accorderont une attention particulière sur la communication de cet accord aux plus petites entreprises, majoritaires dans la branche, ainsi qu'aux salariés.

Article 1^{er} | Objet

Le présent accord a pour objet de fixer le cadre de mise en œuvre du dispositif « Pro-A » défini aux articles L. 6324-1 et suivants du code du travail pour les entreprises et salariés relevant du champ d'application visé à l'article 2.

Article 2 | Champ d'application

Les dispositions de l'accord sont applicables aux entreprises et salariés relevant de la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (IDCC 1790) et de son annexe « Spectacle » du 10 mai 1996, quels que soient les effectifs de l'entreprise, incluant ainsi les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 3 | Public concerné

Il est rappelé que le dispositif de la « Pro-A » concerne les salariés visés à l'article L. 6324-1 du code du travail, en particulier les titulaires d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat unique d'insertion à durée indéterminée.

Le dispositif « Pro-A » est accessible aux salariés placés en activité partielle.

En application de l'article D. 6324-1-1, il vise les salariés n'ayant pas atteint un niveau de qualification égal ou supérieur au niveau 6 du nouveau cadre national des certifications, correspondant au grade de la licence.

Article 4 | *Objet et forme du dispositif de « Pro-A »*

Le dispositif de la « Pro-A » a pour objet de permettre au salarié de changer de métier ou de profession, ou de bénéficier d'une promotion sociale ou professionnelle par des actions de formation ou par des actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience.

Conformément à l'ordonnance n° 2019-861 du 21 août 2019, la « Pro-A » peut viser des actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience (VAE) ainsi que l'acquisition de socle de connaissances et de compétences.

La formation organisée au titre de la « Pro-A » repose sur l'alternance entre enseignements généraux, professionnels et technologiques, délivrés par un organisme de formation et activités professionnelles en entreprise, en lien avec la formation suivie.

Les parties signataires rappellent l'importance de l'entretien professionnel qui vise à accompagner le salarié dans ses perspectives d'évolution professionnelle (qualifications, changement de poste, promotion...) et identifier ses besoins de formation et qui est un moment opportun pour envisager une « Pro-A ».

Pendant sa formation, le salarié bénéficie de la protection sociale en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Les actions de reconversion ou de promotion par alternance se déroulent prioritairement sur le temps de travail effectif. Elles peuvent se dérouler, en tout ou partie, en dehors du temps de travail, à l'initiative soit du salarié, soit de l'employeur, selon les modalités fixées par accord d'entreprise. Lorsque la formation se déroule pendant le temps de travail, le maintien de la rémunération du salarié est assuré.

Les actions de positionnement, d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques doivent être mis en œuvre par un organisme de formation ou par l'entreprise, si elle dispose d'un service de formation.

Le contrat de travail du salarié fait l'objet d'un avenant qui précise la durée et l'objet de la « Pro-A ».

Les actions de formation sont d'une durée comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale de la « Pro-A » et elles ne doivent pas être inférieures à 150 heures.

Conformément à l'article D. 6324-1 du code du travail, la reconversion ou la promotion par alternance a une durée comprise entre 6 et 12 mois.

Conformément à l'article L. 6325-12 du code du travail, cette durée est allongée jusqu'à 24 mois pour tous les publics éligibles à une reconversion ou promotion par l'alternance. Cette durée peut être allongée jusqu'à 36 mois pour les publics spécifiques tels que prévus à l'article L. 6325-11 du code du travail. Cette durée ne s'applique pas aux actions d'acquisition du socle de connaissances et de compétences et aux actions de validation des acquis de l'expérience.

Article 5 | *Tutorat*

L'employeur désigne parmi les salariés de l'entreprise un tuteur chargé d'accompagner chaque bénéficiaire du dispositif de la « Pro-A ».

Le tuteur est choisi parmi les salariés qualifiés de l'entreprise. Il doit être volontaire et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans une qualification en rapport avec l'objectif de formation poursuivi.

Un tuteur ne peut pas suivre plus de 3 salariés en alternance et deux s'il est lui-même l'employeur.

Le tuteur a notamment pour missions :

- d’accueillir, d’aider, d’informer et de guider les personnes qui, dans l’entreprise, participent à des actions de formation, dans le cadre de la « Pro-A » ;
- d’organiser, en lien avec le responsable hiérarchique, l’activité de ces personnes dans l’entreprise, et de contribuer à l’acquisition de connaissances, de compétences, d’aptitudes professionnelles et de savoir-faire professionnels, au travers d’actions formalisées en situation professionnelle ;
- de veiller au respect de leur emploi du temps et aux activités qui leur sont confiées ;
- d’assurer la liaison entre les organismes ou établissements de formation et ces personnes ;
- de participer à l’évaluation des compétences acquises.

Pour permettre au tuteur d’exercer ses missions dans les conditions optimales, les parties signataires conviennent que le tuteur doit bénéficier d’une préparation à sa fonction, éventuellement d’une formation spécifique, et il doit également disposer du temps nécessaire au suivi des contrats de professionnalisation.

Article 6 | Certifications visées

La reconversion ou la promotion par alternance a pour but d’acquérir une qualification professionnelle reconnue par :

- un diplôme ou titre professionnel enregistré dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) ;
- un certificat de qualification professionnelle (CQP) de branche ;
- une qualification reconnue dans les classifications de la convention collective.

Dans le cadre du présent accord, les partenaires sociaux ont dressé la liste des certifications professionnelles éligibles à la « Pro-A » : la liste est disponible en annexe 1 du présent accord.

Les parties conviennent que tout CQP détenu par la branche ainsi que toute certification créée postérieurement à la signature du présent accord seront automatiquement ajoutés à cette liste.

Les études menées dans le cadre de l’observatoire paritaire des métiers et des qualifications ont permis d’identifier les métiers en mutation ou en tension et de dresser le bilan des politiques de branche en matière d’apprentissage et de formation professionnelle. Cette étude a donné lieu à un argumentaire disponible en annexe 2 du présent accord.

De fait, les partenaires sociaux réaffirment que ces certifications répondent précisément aux problématiques d’embauche de la filière, permettant de couvrir en partie les besoins relatifs aux métiers en forte mutation, aux métiers nouveaux et aux métiers spécifiques. Elles sont la clef de voûte permettant le maintien des savoir-faire, limitant l’obsolescence des compétences et favorisant l’employabilité des salariés de la branche. Elles sont également un outil majeur favorisant la promotion interne des salariés et ouvrant des possibilités de reconversion professionnelle.

Article 7 | Prise en charge

La commission paritaire nationale emploi formation (CPNEF) détermine et révisé, le cas échéant, les taux de prise en charge des frais engagés dans le cadre de la reconversion ou la promotion par alternance (Pro-A).

Les frais pouvant être pris en charge sont les suivants :

- frais pédagogiques (couvrant notamment les enseignements généraux, professionnels et technologiques dispensés lors des actions de formations) ;
- frais de transport et d’hébergement ;
- la rémunération et les charges sociales légales et conventionnelles des salariés lors de leur formation.

Article 8 | Durée, dépôt, extension, révision, dénonciation

Le présent accord, conclu à durée indéterminée, entrera en vigueur au 1^{er} février 2021 en l'absence d'opposition des organisations syndicales non-signataires majoritaires en nombre dans un délai de 8 jours à compter de sa signature.

Le présent accord ainsi que ses annexes seront déposés à la direction des relations du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris dont dépend le siège du SNELAC.

Le présent avenant ainsi que ses annexes pourront être révisés ou dénoncés conformément aux dispositions légales.

Les signataires du présent accord demandent son extension à toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels sur l'ensemble des départements français, y compris les DOM.

Fait à Paris, le 20 janvier 2021.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1 Liste des certifications professionnelles éligibles à la « Pro-A »

THEMATIQUES METIERS				
HOTELLERIE - RESTAURATION - CUISINE				
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Numéro RNCP/Lien France Compétences	Etat certification
CQP EMPLOYÉ(E) DE RESTAURATION RAPIDE	Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (CPNEFP) - Syndicat national des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (SNELAC)	Sans niveau spécifique	RNCP27860 - CQP Employé(e) de restauration rapide - France Compétences (francecompetences.fr)	INACTIVE
TP - AGENT(E) DE RESTAURATION	Ministère chargé de l'Emploi	Niveau 3	RNCP280 - TP - Agent(e) de restauration - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
SERVEUR EN RESTAURATION	Commission paritaire nationale de l'emploi de l'industrie hôtelière (CPNE-IH) - CERTIDEV	Niveau 3	RNCP31402 - Serveur en restauration - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
CQP AGENT DE CUISINE	Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (CPNEFP) - Syndicat national des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (SNELAC)	Sans niveau spécifique	RNCP27861 - CQP Agent de cuisine. - France Compétences (francecompetences.fr)	INACTIVE
CQP ASSISTANT D'EXPLOITATION SPÉCIALISATIONS RESTAURATION ET HÉBERGEMENT	Commission paritaire nationale de l'emploi de l'industrie hôtelière (CPNE-IH) - CERTIDEV	Sans niveau spécifique	RNCP31404 - CQP Assistant d'exploitation spécialisations restauration et hébergement - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
CQP COMIMIS DE SALLE	CQP DE BRANCHE	Sans niveau spécifique	CQP DE BRANCHE	
CAP - PÂTISSIER	Ministère de l'éducation nationale	Niveau 3	RNCP5226 - CAP - Pâtissier - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE

CQP BARMAN DU MONDE DE LA NUIT	Commission paritaire nationale de l'emploi de l'industrie hôtelière (CPNE-IH) - CERTIDEV	Sans niveau spécifique	RNCP31330 - CQP Barman du monde de la nuit - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
Employé polyvalent du commerce et de la distribution	CCI FRANCE	Niveau 3	RNCP35010	ACTIVE
Vendeur en boulangerie-pâtisserie	Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA)	Niveau 3	RNCP15076	ACTIVE
Barmaid	Commission paritaire nationale de l'emploi de l'industrie hôtelière (CPNE-IH) - CERTIDEV	Sans niveau spécifique	RNCP31330	ACTIVE
Boulangier/Pâtissier	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	Niveau 3	RNCP2444	ACTIVE
Chef de cuisine	CENTRE DE FORMATION D'ALAIN DUCASSE	Niveau 5	RNCP26924	ACTIVE
Chef de partie	CENTRE DE FORMATION D'ALAIN DUCASSE	Niveau 4	RNCP31886	ACTIVE
Chef de rang	CCI DES HAUTES PYRENEES	Niveau 4	RNCP34716	ACTIVE
Commis	Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle de la restauration collective (CPNEFP-RC) - CERTIDEV	Sans niveau spécifique	RNCP31381	ACTIVE
Employé de restauration	Ministère chargé de l'Emploi	Niveau 3	RNCP280	ACTIVE
Maître d'hôtel	Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)	Niveau 6	RNCP29978	ACTIVE
Employé technique de restauration	Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle de la restauration collective (CPNEFP-RC) - CERTIDEV	Niveau 3	RNCP31326	ACTIVE
ACTIVITES DE LOISIRS				
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Lien France Compétences	Etat certification
CQP OPÉRATEUR(TRICE) D'ATTRACTIONS	Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (CPNEFP) - Syndicat national des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (SNELAC)	Sans niveau spécifique	RNCP27862 - CQP Opérateur(trice) d'attractions - France Compétences (francecompetences.fr)	INACTIVE

ANIMATEUR(TRICE) MUSICAL ET SCÉNIQUE	UCPA FORMATION	Niveau 5	RNCP28717 - Animateur(trice) musical et scénique - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
CQP OPÉRATEUR DE PARCOURS ACROBATIQUE EN HAUTEUR	CPNE des espaces de loisirs d'attractions et culturels	Sans niveau spécifique	CQP DE BRANCHE	ACTIVE
TOURISME - ACCUEIL				
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Lien France Compétences	Etat certification
TP - GUIDE ACCOMPAGNATEUR TOURISTIQUE	Ministère du Travail - Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)	Niveau 4	RNCP32351 - TP - Guide accompagnateur touristique - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
BTS - TOURISME	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Niveau 5	RNCP14892 - BTS - Tourisme - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
TP - RÉCEPTIONNISTE EN HÔTELLERIE	Ministère du travail	Niveau 4	RNCP34157 - TP - Réceptionniste en hôtellerie - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
TP - CHARGÉ D'ACCUEIL TOURISTIQUE ET DE LOISIRS	Ministère du Travail - Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)	Niveau 4	RNCP31047 - TP - Chargé d'accueil touristique et de loisirs - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
TP - TECHNICIEN (NE) D'ACCUEIL TOURISTIQUE OPTION ACCOMPAGNEMENT, OPTION ANIMATION	Ministère chargé de l'Emploi	Niveau 4	RNCP1896 - TP - Technicien (ne) d'accueil touristique option accompagnement, option animation - France Compétences (francecompetences.fr)	INACTIVE
TP - RESPONSABLE D'ÉTABLISSEMENT TOURISTIQUE	Ministère chargé de l'Emploi	Niveau 5	RNCP1895 - TP - Responsable d'établissement touristique - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
Agent et hôte(ss)e d'accueil	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	Niveau 4	RNCP32049	ACTIVE
SPECTACLE				
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Lien France Compétences	Etat certification
Technicien des métiers du spectacle, option Techniques de l'habillage	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Niveau 4	RNCP1136	ACTIVE

Régisseur général du spectacle vivant et de l'événementiel	GRIM EDIF	Niveau 6	RNCP18154	ACTIVE
DEUST - Formation de base aux métiers du théâtre	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Niveau 5	RNCP2911	ACTIVE
DE - Diplôme d'Etat de professeur de théâtre	Ministère de la Culture et de la Communication	Niveau 5	RNCP24599	ACTIVE
Artiste de théâtre corporel	Studio MAGENIA - Académie européenne de théâtre corporel	Niveau 5	RNCP25457	ACTIVE
DE - Diplôme d'État de professeur de danse	Ministère chargé de la Culture - Direction générale de la création artistique (DGCA)	Niveau 5	RNCP13866	ACTIVE
Agent technique son et lumières du spectacle vivant	CENTRE INFORMATIONS ACTIVITES MUSICALES	Niveau 3	RNCP34812	ACTIVE
Technicien du spectacle vivant et de l'événementiel son lumière plateau vidéo	GRIM-EDIF	Niveau 4	RNCP34369	ACTIVE
Régisseur technique du spectacle vivant et de l'événementiel	GRIM EDIF	Niveau 5	RNCP15235	ACTIVE
Régisseur son du spectacle vivant et de l'événementiel	Institut technologie européen des métiers de la musique (ITEMIM)	Niveau 5	RNCP16878	ACTIVE
Hôte(sse) de billetterie	CCI FRANCE	Niveau 3	RNCP35010	ACTIVE

THEMATIQUES TRANSVERSALES				
COMMERCE - VENTE				
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Lien France compétences	Etat certification
CQP VENDEUR(EUSE) EN ESPACE DE LOISIRS	Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (CPNEFP) - Syndicat national des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (SNELAC)	Sans niveau spécifique	RNCP27533 - CQP Vendeur(euse) en espace de loisirs - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
BTS - MANAGEMENT DES UNITÉS COMMERCIALES	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Niveau 5	RNCP462 - BTS - Management des unités commerciales - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
BTS - NEGOCIATION ET DIGITALISATION DE LA RELATION CLIENT	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Niveau 5	RNCP34030 - BTS - Négociation et digitalisation de la Relation Client - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
MANAGER DU DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL	Institut des professions des affaires et du commerce (IPAC)	Niveau 7	RNCP11541 - Manager du développement commercial - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
BTS - MANAGEMENT COMMERCIAL OPÉRATIONNEL	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Niveau 5	RNCP34031 - BTS - Management commercial opérationnel - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL	La compagnie de formation - Pigier	Niveau 6	RNCP13596 - Responsable du développement commercial - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
TP - VENDEUR(SE)-CONSEIL EN MAGASIN	Ministère chargé de l'Emploi	Niveau 4	RNCP13620 - TP - Vendeur(se)-conseil en magasin - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
MARKETING - STRATEGIE COMMERCIALE				
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Lien France compétences	Etat certification
MANAGER DU MARKETING ET DE LA STRATÉGIE COMMERCIALE	MBA INSTITUTE	Niveau 7	RNCP34806 - Manager du marketing et de la stratégie commerciale - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE

RESPONSABLE MARKETING ET COMMERCIAL	ESGCV	Niveau 6	RNCP18000 - Responsable marketing et commercial - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
MANAGER DU MARKETING ET DE LA COMMUNICATION	Institut supérieur d'informatique et de management de l'information (ISIMI) - Pôle Paris alternance	Niveau 7	RNCP16651 - Manager du marketing et de la communication - France Compétences (francecompetences.fr)	INACTIF
RESPONSABLE MARKETING ET COMMUNICATION	Institut supérieur d'informatique et de management de l'information (ISIMI) - Pôle Paris alternance	Niveau 6	RNCP27102 - Responsable marketing et communication - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
FINANCES - COMPTABILITE				
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Lien France compétences	Etat certification
BTS - GESTION DE LA PME	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Niveau 5	RNCP32360 - BTS - Gestion de la PME - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
BTS COMPTABILITE ET GESTION	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Niveau 5	RNCP31059 - BTS - Comptabilité et gestion - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
DCG (DIPLOME COMPTABILITE GESTION)	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Niveau 6	RNCP4875 - Diplôme de comptabilité et de gestion (DCG) - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
COMPTABLE	Institut de formation commerciale permanente	Niveau 5	RNCP34191 - COMPTABLE - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
ASSISTANT DE COMPTABILITÉ ET D'ADMINISTRATION	Union prof, cadre technicien secrétariat Centre national d'enseignement à distance (CNED)	Niveau 4	RNCP34327 - Assistant de comptabilité et d'administration - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
RESSOURCES HUMAINES				
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Lien France compétences	Etat certification
TP - GESTIONNAIRE DE PAIE	MINISTÈRE CHARGÉ DE L'EMPLOI	Niveau 5	RNCP4113 - TP - Gestionnaire de paie - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
TP - ASSISTANT RESSOURCES HUMAINES	MINISTÈRE DU TRAVAIL	Niveau 5	RNCP35030 - TP - Assistant ressources humaines - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE
MANAGER DES RESSOURCES HUMAINES	SCIENCES-U LYON IPAC	Niveau 7	RNCP25518 - Manager des ressources humaines - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE

GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES		LA COMPAGNIE DE FORMATION		Niveau 6	RNCP34710 - Gestionnaire des ressources humaines - France Compétences (francecompetences.fr)		ACTIVE
COMMUNICATION D'ENTREPRISE							
Titre de la certification		Certificateur		Niveau de formation	Lien France compétences		Etat certification
MANAGER DE LA MARQUE		ISCOM		Niveau 7	RNCP34406 - Manager de la marque - France Compétences (francecompetences.fr)		ACTIVE
BTS - COMMUNICATION		Ministère chargé de l'enseignement supérieur		Niveau 5	RNCP7481 - BTS - Communication - France Compétences (francecompetences.fr)		ACTIVE
DIRECTEUR(TRICE) DE LA COMMUNICATION		Institut européen de la communication et des médias - ECS Paris		Niveau 7	RNCP24878 - Directeur(trice) de la communication - France Compétences (francecompetences.fr)		INACTIVE
CHARGE DE COMMUNICATION		European communication school (ECS)		Niveau 6	RNCP17832 - Chargé de communication - France Compétences (francecompetences.fr)		INACTIVE
FONCTIONS SUPPORT							
BUREAUTIQUE - SECRETARIAT							
Titre de la certification		Certificateur		Niveau de formation	Lien France compétences		Etat certification
BAC PRO - GESTION-ADMINISTRATION		Ministère de l'éducation nationale		Niveau 4	RNCP14695 - BAC PRO - Gestion-Administration - France Compétences (francecompetences.fr)		ACTIVE
TP - SECRÉTAIRE ASSISTANT		Ministère du travail - Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)		Niveau 4	RNCP193 - TP - Secrétaire assistant - France Compétences (francecompetences.fr)		ACTIVE
BTS - SUPPORT À L'ACTION MANAGÉRIALE		Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation		Niveau 5	RNCP34029 - BTS - Support à l'action managériale - France Compétences (francecompetences.fr)		ACTIVE
TP - ASSISTANT DE DIRECTION		Ministère du travail		Niveau 5	RNCP34143 - TP - Assistant de direction - France Compétences (francecompetences.fr)		ACTIVE

INFORMATIQUE					
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Lien France compétences	Etat certification	
TP - CONCEPTEUR DÉVELOPPEUR D'APPLICATIONS	Ministère du Travail - Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)	Niveau 6	RNCP31678 - TP - Concepteur développeur d'applications - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE	
ADMINISTRATEUR(TRICE) SYSTÈME ET RÉSEAU	ENI école informatique	Niveau 6	RNCP6631 - Administrateur(trice) système et réseau - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE	
CHEF(FE) DE PROJETS INFORMATIQUES	Ass. pour développement insertion professionnelle	Niveau 7	RNCP25554 - Chef(fe) de projets informatiques - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE	
EXPERT EN INGÉNIERIE DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION	ANAPIJ	Niveau 7	RNCP28332 - Expert en ingénierie de l'informatique et des systèmes d'information - France Compétences (francecompetences.fr)	ACTIVE	
Responsable digital et médias sociaux	Université de Cergy-Pontoise	Niveau 6	RNCP30101	ACTIVE	
Responsable informatique	Grenoble école de management (Grenoble EM)	Niveau 7	RNCP29837	ACTIVE	
Responsable marketing et communication	Université Paris 13	Niveau 6	RNCP30152	ACTIVE	
Designer Web	Ministère du Travail - Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)	Niveau 5	RNCP26602	ACTIVE	
Architecte réseaux et cybersécurité (MS)	Institut Mines Télécom - Télécom ParisTech	Niveau 7	RNCP32121	ACTIVE	
Data scientist	OPENCLASSROOMS	Niveau 7	RNCP34545	ACTIVE	
Technicien informatique	C E SI	Niveau 5	RNCP34602	ACTIVE	
Technicien supérieur systèmes et réseaux	Ministère du Travail - Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)	Niveau 5	RNCP31115	ACTIVE	
MAINTENANCE - LOGISTIQUE					
Titre de la certification	Certificateur	Niveau de formation	Lien France compétences	Etat certification	
BTS - Conception et réalisation de systèmes automatisés	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Niveau 5	RNCP12808	ACTIVE	

TP - Agent de propreté et d'hygiène	Ministère du Travail - Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)	Niveau 3	RNCP278	ACTIVE
Directeur(rice) travaux neufs/développement	Université d'Artois	Niveau 6	RNCP30144	ACTIVE
Responsable logistique	CCI FRANCE	Niveau 6	RNCP23939	ACTIVE
Responsable achat approvisionnement / Manager de la performance achats	ESGCV	Niveau 7	RNCP34201	ACTIVE

Annexe 2 Argumentaire pour accompagner la sélection de certifications « Pro-A »

1. Portrait de la branche des espaces de loisirs, d'attractions et culturels

La branche des espaces de loisirs, d'attractions et culturels se compose de 3 100 établissements employeurs. La branche emploie près de 50 000 salariés en emploi principal auxquels s'ajoutent 30 000 salariés en emploi saisonnier. Près de 13 000 employés sont des étudiants et 3 400 des intermittents du spectacle.

La branche se singularise par une grande diversité des métiers exercés et des flux d'emploi conséquents, près des deux-tiers des postes étant occupés par des emplois saisonniers.

Les métiers opérationnels, souvent accessibles sans conditions d'expérience ou de diplôme, permettent l'insertion dans l'emploi de salariés aux profils variés. Ce secteur constitue en effet, hors période de crise, une voie privilégiée d'insertion pour les jeunes et les demandeurs d'emploi, en termes de perspectives, de formation professionnelle, de carrière et de construction de parcours professionnels tant dans la branche du divertissement que dans d'autres secteurs d'activités.

2. Les mutations en cours et anticipées

La numérisation, une évolution importante

La numérisation du secteur se matérialise par la création d'outils et d'animations à destination des visiteurs telles que des applications, la réalité augmentée ou encore la précommande de restauration rapide ou classique. La numérisation demeure toutefois réservée aux structures disposant des moyens suffisants et en particulier les grands parcs nationaux (suivi en temps réel des files d'attente...). Les modalités d'accueil des visiteurs sont ainsi en cours de mutations ; ces évolutions nécessitent l'accompagnement des salariés ne disposant pas de compétences numériques.

Outre le développement d'outils de gestion digitalisés (gestion RH, billetterie, comptabilité, etc.), les établissements doivent désormais être référencés en ligne pour gagner en visibilité et communiquer en ligne par le biais de leur propre site internet ou via les réseaux sociaux.

Une concurrence croissante poussant les acteurs à se diversifier

La croissance du secteur avant la crise et l'ouverture de nouveaux sites de loisirs, d'attractions ou culturels poussent les acteurs à se distinguer et à toucher un public plus large en diversifiant leur offre. Ils peuvent alors intégrer d'autres prestations (spectacle vivant, évènementiel...) ou créer des offres spécifiques (pôle enfant pour permettre aux adultes de profiter des attractions, évènementiel).

Certains des acteurs font évoluer leur modèle économique en offrant la possibilité aux entreprises d'organiser des séminaires, alors que d'autres s'insèrent dans des réseaux touristiques comme ceux des offices de tourisme et développent des partenariats avec d'autres acteurs pour développer des offres touristiques intégrées (une entrée dans un site + un hébergement + un dîner).

La professionnalisation progressive du secteur

Face à l'allongement de la saison et au besoin en main-d'œuvre en basse saison (renouvellement de l'offre) des acteurs ont transformé certains emplois saisonniers en CDI, ou en CDI-I (contrat à durée indéterminée intermittent).

En outre, des sites de loisirs et de divertissements se sont engagés dans une démarche d'amélioration continue dans le cadre du label « Qualité tourisme ».

3. L'impact de ces évolutions sur les métiers : l'obsolescence de certains métiers et les compétences à développer

L'emploi salarié doit intégrer la recomposition de l'offre et les innovations technologiques

Certaines fonctions transverses sont impactées de manière négative par la digitalisation. L'automatisation et l'externalisation de certaines tâches peuvent réduire les besoins d'emploi sur les métiers concernés, notamment gestion de la paie, secrétariat, comptabilité, ou encore caisse. Cette évolution engendre la nécessité de penser le parcours professionnel des salariés concernés et d'accompagner leur montée en compétence vers des tâches à plus forte valeur ajoutée humaine, par exemple vers celles comportant une dimension d'analyse ou d'accompagnement.

Les compétences permettant d'enrichir le parcours du visiteur deviennent prépondérantes.

Les métiers de l'accueil et des relations avec les visiteurs gagnent en complexité. Du fait du renforcement des attentes des visiteurs en matière de personnalisation de l'expérience et de l'accompagnement, les compétences de l'opérateur d'accueil, aujourd'hui orientées vers la billetterie et l'information, se déplacent vers le conseil et l'accompagnement des publics afin de leur proposer le parcours optimal en fonction de leurs attentes. Les compétences relationnelles (attitude face au visiteur, empathie, capacités de communication, pédagogie, orientation client) sont davantage privilégiées. Par ailleurs, la présence des publics étrangers engendre un besoin en compétences des salariés de l'accueil en langues étrangères (anglais mais aussi langues des publics qui se diversifient : chinois, russe, arabe...). Ces compétences deviennent d'autant plus fondamentales qu'elles contribuent à la personnalisation de l'expérience visiteur. Ces compétences concernent notamment les effectifs des opérations d'attractions, de l'hébergement, de la restauration, du bar, de la vente.

Les compétences digitales de marketing et de communication deviennent nécessaires. Le comportement numérique des visiteurs (comparaison, notation), ainsi que l'enrichissement de l'offre événementielle en partie à destination de la clientèle affaires, engendrent le besoin pour les structures de gérer et d'améliorer leur présence en ligne, ainsi que de constituer une stratégie de communication omnicanale. Celles-ci sont logiquement amenées à développer les compétences des salariés en matière de marketing en ligne et de communication digitale.

Les métiers de l'événementiel et de commercial. La diversification de l'offre notamment en direction de la clientèle affaires et de la logique événementielle créent des besoins en compétences au niveau des fonctions commerciales et de développement, des métiers de l'événementiel, de la communication ainsi que du marketing et de la vente à destination d'une clientèle professionnelle.

Vers l'augmentation des besoins en compétences en vente à distance et en programmation numérique. Les usages et les attentes toujours plus poussées des visiteurs en matière d'expérience numérique, tels que le développement des services de réservation en ligne, conduisent à un accroissement de la demande sur les fonctions de la vente à distance (agent de réservation, support client). Ces usages couplés à des attentes croissantes d'accompagnement et de personnalisation de l'expérience numérique du visiteur, par exemple via une application accom-

pagnant le visiteur lors de sa venue sur le site, donnent lieu à des besoins sur des fonctions de développement informatique et de programmation dans les plus grandes structures.

Vers le développement technologique des métiers de la maintenance des attractions afin de pallier le risque d'obsolescence de compétences uniquement électromécaniques. L'émergence de nouvelles attractions faisant appel aux technologies numériques exige le développement de nouvelles compétences techniques, notamment sur les métiers de la maintenance. Cette tendance impacte également la formation des opérateurs d'attractions, de même que les ingénieurs et concepteurs chargés d'imaginer la nouvelle offre de divertissement.

Les métiers du Spectacle connaissent de grandes difficultés dues à la crise sociale engendrée par la pandémie de Covid-19. Pléthore d'entreprises ont recours à des saisonniers ou à des salariés permanents pour assurer la création, la préparation et les représentations des spectacles vivants et autre évènements artistiques qui constituent un des socles du modèle économique du secteur d'activité. Cette famille de métiers doit être soutenue pour ne pas disparaître, et ses emplois doivent être encouragés par des formations régulières.

Source :

Rapport emploi-formation de la branche professionnelle des espaces de loisirs, d'attractions et culturels, observatoire prospectif des métiers et des qualifications des espaces de loisirs d'attractions et culturels, 2019.